

**LE FACE-À-FACE THIERRY DE MONTBRIAL/ANDRÉ KASPI**

# Sarkozy et Obama pe

## « La politique étrangère américaine demeurera sur « Le danger serait qu'Obama se "carterise" ; les divi

**Le Figaro Magazine** – A nouveaux présidents, nouvelles relations bilatérales, mais encore faut-il que leurs caractères s'accordent...

**Thierry de Montbrial** – Je me méfie de la notion même d'entente entre chefs d'Etat car les relations internationales sont fondamentalement froides. A chaque nouveau président des Etats-Unis, on suppose que tout va changer, alors que les intérêts demeurent les mêmes. La plupart des collaborateurs de Barack Obama sont de vieux routiers, ils ont de l'expérience. La politique étrangère américaine demeurera donc sur le même axe fondamental. Certes, il peut y avoir des fluctuations autour de cet axe. Pareil du côté français. Maintenant, voyons les hommes : Obama connaît fort peu la France – et c'est une litote. Sarkozy, quant à lui, nourrit une sincère admiration pour les Etats-Unis et leur culture sans les connaître de près. Pour que des chefs d'Etat s'entendent, il faut une volonté de construire quelque chose en commun. Ainsi, par exemple, de Kohl et de Mitterrand avec l'euro. Je ne vois pas d'œuvre comparable à accomplir entre Obama et Sarkozy dans les trois ans à venir, qui pourrait les engager fortement. Nous voici donc ramenés au classique marchandage des relations internationales pour le règlement de questions d'intérêt et de coopération.

**André Kaspi** – Si nous sommes, nous Français, tournés vers les Etats-Unis, il n'est pas certain que de l'autre côté de l'Atlantique on se passionne autant en re-

**Thierry de Montbrial**  
ancien président de l'Académie des sciences morales et politiques, est le fondateur et le directeur général de l'Institut français des relations internationales (Ifri).

Il est l'auteur de  
« Vingt ans qui bouleversèrent le monde. De Berlin à Pékin »  
(Dunod, 2008).

courageusement prise à bras-le-corps dès le début de sa présidence. Pour ce qui est d'autres théâtres d'opérations, comme l'Afghanistan par exemple, la France ne veut pas renforcer sa présence sur place, mais étant le quatrième contributeur parmi les forces occidentales, elle joue un rôle important sur le plan militaire. Au lieu d'être une pomme de discorde, l'Afghanistan sera l'occasion d'un net rapprochement. Par ailleurs, les Américains ayant promis d'avancer le départ de leurs troupes combattantes d'Irak au mois d'août 2010, le vieux contentieux de l'époque Chirac-Bush a débouché sur une sorte d'accord. En dernier lieu, j'observerai que le retour de la France au sein du commandement militaire de l'Otan a confirmé le rapprochement des deux nations.

Loin d'être du suivisme, c'est désormais un parallélisme.

*La France aura-t-elle son mot à dire dans la définition de nouvelles stratégies ?*

”

THIERRY DE MONTBRIAL

**Thierry de Montbrial** – Sans doute, mais il n'est pas évident que, de par ce retour au sein du commandement, la France joue un rôle plus important qu'avant dans les décisions de l'Otan. Aura-t-elle son mot à dire dans la définition de nouvelles stratégies autrement qu'en qualité de second rôle ? A supposer même que nous soyons capables de suggérer des stratégies alternatives pour l'Afghanistan ou le Pakistan, comment pourrions-nous convaincre les Etats-Unis ? Des tensions peuvent

donc surgir. Pour ce qui est du Moyen-Orient, la présidence Sarkozy s'est rapprochée du point de vue américain en affichant une attitude plus favorable à Israël. Pour l'Iran, Nicolas Sarkozy a quasiment débordé à droite la position américaine, en même temps qu'il ouvrait le dialogue avec la Syrie. Voilà où nous sommes ici et maintenant, mais il peut se passer énormément de choses dans les prochains mois. Obama s'est lancé courageusement, vous l'avez dit, et il est remarquable qu'il l'ait fait dès le début de son mandat. Mais va-t-il tenir sur la durée ? J'entends dire que son envoyé, George Mitchell, commence déjà à s'essouffler. Prendra-t-il le risque d'affronter la communauté juive aux Etats-Unis ? Le passé nous a donné d'intéressants exemples : Valéry Giscard d'Estaing arrivant à la présidence de la République avait voulu corriger la politique de ses prédécesseurs en se rapprochant des Etats-Unis et d'Israël. Cela a fini dans des conditions sensiblement différentes, au point qu'on l'a accusé d'être tombé

# uvent-ils s'entendre?

le même axe », estime Thierry de Montbrial.  
sions s'afficheraient alors », précise André Kaspi.

beaucoup trop du côté palestinien. Je veux dire par là que nous ne sommes qu'au début de l'histoire...  
**André Kaspi** – Oui ! On est toujours au début d'une histoire, autrement ce serait une catastrophe pour les historiens ! Sur chaque théâtre d'opérations, les paris d'Obama sont risqués. La situation au Pakistan est à cet égard préoccupante. L'hypothèse la plus pessimiste – que personne ne souhaite – serait qu'il ne réussisse pas, et qu'il devienne, tel Jimmy Carter, un président prêchant dans le désert. Si Carter a réussi les accords de Camp David, son mandat s'est achevé dans les affaires de la révolution islamique. Le danger serait qu'Obama se « carterise ». Les divisions entre la France et les Etats-Unis s'afficheraient alors, aussi bien pour le conflit israélo-palestinien que pour l'Irak, l'Iran, l'Afghanistan et le Pakistan. L'initiative appartenant au moins durant quelques mois aux Etats-Unis, il faut voir comment se consolideront les premiers gestes de la politique extérieure d'Obama. Voir s'il y a des germes de succès. D'ici là, la question des relations bilatérales ne se pose pas. Nous sommes en présence de deux puissances inégales. La France est certes une puissance mondiale, mais sans les moyens ni l'influence des Etats-Unis qui, eux, ont des intérêts planétaires. Notre dialogue reposera toujours sur cette équivoque.

**Le Figaro Magazine** – L'entrée de la Turquie dans l'Union peut-elle être un point d'achoppement entre les deux nations ?

**André Kaspi** – Les Etats-Unis n'ont guère varié sur cette question. La Turquie fait partie de l'Otan, elle est un allié, le point d'appui le plus fort en Méditerranée, d'où la volonté des Américains de la voir entrer dans l'Union européenne. Nombre de pays européens se sont ralliés à ce point de vue. D'autres non, particulièrement la France. Est-ce à dire que cela puisse déterminer une vraie fracture dans les relations franco-américaines ? Je ne le pense pas, même si cela peut provoquer des frictions. Pour les Américains, l'Union européenne est un grand marché qu'ils n'envisagent nullement comme une puissance politique, et encore moins comme une puissance militaire. Ce qui est clair pour eux l'est moins pour les Européens eux-mêmes. L'Union veut-elle être un grand marché, ou, au contraire, une construction reposant à la fois sur des piliers politiques, militaires, sociaux, cultu-

rels ? Sommes-nous en train de constituer une nouvelle entité politique ? Là est la question.  
**Thierry de Montbrial** – Fondamentale, en effet. Et nombre d'Européens – dont certains Français – sont incohérents pour ne pas dire hypocrites à cet égard. Les Etats-Unis ne voient donc dans l'Union européenne qu'une organisation internationale, complémentaire de l'Otan, laquelle demeure pour eux la plus importante, dans la mesure où elle n'est pas seulement militaire, mais d'abord et avant tout politique : la seule structure qui lie les Etats-Unis aux

*Le retour  
de la France  
au sein de  
l'Otan  
a confirmé  
le rapprochement*

”  
**ANDRÉ KASPI**

Européens. D'où leur souhait d'un élargissement maximal de l'Europe – jusqu'à l'Ukraine, d'ailleurs ! Si l'Ukraine n'était pas elle-même divisée, ils ne manqueraient pas de nous presser encore davantage dans cette direction. Mais revenons à la Turquie. Personnellement, ce qui m'étonne, c'est que l'on ait fait une telle querelle autour de cette question turque, alors qu'on aurait parfaitement pu l'éviter. La question est posée depuis 1963, depuis les accords d'association d'Ankara. L'ouverture des négociations d'adhésion est la conséquence de quarante années de décisions cohérentes et publiques. Mais l'adhésion effective n'est pas pour demain, loin de là. Il ne faut pas tout embrouiller.

**André Kaspi** – Un mot encore : pour Barack Obama, la Turquie est une porte d'entrée dans le monde musulman. On l'a observé avec son discours d'Ankara, où il a lancé un premier appel au reste du monde islamique, lequel est lui-même très divisé. On peut au reste s'interroger si la Turquie est encore laïque. Mais les Américains considèrent aujourd'hui qu'il faut faire un geste du côté de l'Islam et qu'elle fait partie de cet échiquier.

■ PROPOS RECUEILLIS PAR  
PATRICE DE MÉRITENS

**André Kaspi**, professeur émérite à Paris I Panthéon-Sorbonne, est président du Comité pour l'histoire du CNRS. Derniers ouvrages parus : « Comprendre les Etats-Unis d'aujourd'hui », (Perrin, coll. « Tempus », 2008) ; « Des espions ordinaires : l'affaire Rosenberg » (Larousse, 2009).



PHOTOS REAY COTTIN POUR LE FIGARO MAGAZINE